



Lettre d'Info CGT UPR Ouest

L'essentiel de l'actualité de juin 2020

15/06/2020

Le Point RH de l'UPR Ouest

Recrutement : les recrutements continuent, même en télétravail. Par rapport au mois dernier, le nombre de postes publiés en interne passe de 13 à 20, les recrutements externes restant budgétisés à 10. L'UPR souffre d'un déficit de personnel et est l'une des plus mal loties à cause des politiques RH passées. Le retard est maintenant compliqué à combler et une stratégie pour donner de l'attractivité aux offres est déployée : action de mise en visibilité, communication concernant les offres, organisation de forums virtuel pendant la période de pandémie, vidéos, piazza. Pour la **CGT**, le poids des erreurs de gestion RH à l'UPR Ouest aura du mal à s'effacer sans une politique plus volontariste de recrutement et soutenue au niveau DTSI. Ce serait un contrepied aux objectifs annoncés par « Engage 2025 », avec une économie de 1 Milliards d'euros, essentiellement supportée par la force au travail.

Badgeuse : pour les 70 personnes concernées par la gestion par badgeuse, une date de fin d'utilisation a été annoncée au 1^{er} septembre. La Direction consulte le juridique pour savoir comment cela sera géré après cette date. Vigilance !



Orange ou le petit dialogue social illustré

Réforme du code du travail : depuis les ordonnances Macron réformant en profondeur le Code du travail, les représentants du personnel ont vu leurs instances totalement rabotées. Les contraintes imposées aux employeurs en ce qui concerne la santé, la sécurité, l'hygiène et les conditions du travail se sont faites plus légères. Orange, malgré un discours qui se veut consensuel et rassurant, profite de ces nouvelles règles, et va même au-delà...

L'état d'urgence sanitaire et le droit : dans un contexte de droit d'exception, les délais de convocation des CSE dont ils disposent pour donner un avis ou pour avoir recours à une expertise sont drastiquement réduits (idem pour son déroulement).

Le PCA et le PRA à Orange : Les plans de continuité d'activité (17 mars au 10 mai) et de reprise d'activité (à partir du 11 mai) ont été présentés au CSE Central, puis aux différents CSEE. Malgré la volonté de toutes les organisations syndicales, Orange a refusé que les 14 CSEE soient consultés sur ces plans refusant ainsi la prise en compte des spécificités de chaque entité. Il a même fallu faire le forcing pour que les Commissions SSCT soient mandatées par les CSE de manière permanente

sur ce point. Une autre stratégie est également employée par Orange, la multiplication des réunions de CSE qui se tiennent à distance dans de mauvaises conditions avec des sujets obligatoires sans volonté de dialogue.

Volontariat pour la sécurisation des sites : voici donc



maintenant que chacun d'entre nous reçoit un mail l'invitant à se porter volontaire sur plusieurs jours pour contribuer à la mise en place des sites

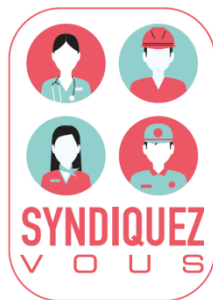
avant ouverture, contrôler les autorisations d'accès aux sites, distribuer le matériel de protection, préparer le matériel pour le Drive : les représentants à la CSSCT ne sont pas associés en tant que tel à ces opérations, les instances du personnel n'ont même pas été informées en amont de ce mode opératoire.

C'est bien là une pitoyable démonstration du peu de cas qui est fait des instances représentatives du personnel par Orange. Pourquoi vouloir écarter de ces opérations les mandatés et les déposséder de leurs prérogatives ? Le dialogue social nous réserve bien des surprises à Orange et constitue intentionnellement une arme stratégique ...

Nouvelles brèves du Covid et du PRA

Récupération de matériel pour télétravailler : une mise en place de Drive pour récupération de matériel. Il faudra choisir entre son lieu de travail et son domicile pour disposer de son matériel. Les sites vont rapidement rouvrir, en plus grand nombre sur site. La position de la Direction est qu'il faut retrouver le lien social ; donc si le personnel revient sur site, il faut que le taux de remplissage soit conséquent (< 45 %).

Flash Covid-19 indemnisation du confinement : prime de 30 €, indemnité de repas de 5€55 par jour travaillé. Pour en savoir plus, → [lisez le Flash Covid](#)



Dispositif de garde d'enfant : le dispositif d'abondement par 3 ASA pour 2 congés posés afin de garder ses enfants de moins de 16 ans est reconduit jusqu'au 4 juillet. La CGT demande une reconduction du dispositif sans la pause de congés.

État d'urgence : l'état d'urgence sanitaire se poursuit jusqu'au 10 juillet 2020 : cela a une incidence sur certaines mesures adoptées, en droit du travail.

Négociations et décisions unilatérales : Orange prend prétexte de la crise pour rogner nos congés et bâcler nos salaires : la **CGT** réclame un véritable dialogue social, pas de décision unilatérale en gardant comme objectif que [Ce n'est pas aux salariés de payer la crise !](#)

Point sur l'activité à l'UPR Ouest

Re prévision du budget : la crise subie nécessite une reprogrammation de l'activité sur Orange, et l'UPR Ouest a fait ses propositions :

- **charges** : les frais généraux sont diminués. Pas de déplacements
- **effectifs** : l'objectif d'augmenter son effectif de 20 ETP d'ici la fin de l'année est conservé.
- **investissements** :
 - ✓ Fixe : on rend de l'argent (rend 3,5 M€), ROCA a fortement baissé, les dissimulations se sont arrêtées ce qui a permis d'augmenter le programme d'environnement technique.
 - ✓ mobile : budget (110 M€ d'investissements) on rend de l'argent (Baisse de 30% de l'activité/budgets sur les prises RIP correspondant à 4 mois d'activité), ralentissement des travaux de la 5G

indisponibilité bailleurs et pouvoirs publics, les opérations de 4G ralentissement et réaménagement réduction de la montée en débit mais il faut garder les objectifs réglementaires sur le RAN-Sharing et l'amélioration de la couverture. L'objectif d'Orange est de ne pas retarder la 5G sans mettre la pression dessus.

- ✓ RIP : 122 000 prises à produire. Le projet OWF en relâche 28 000. Au mois de mai le nombre de prises prévues a été fait, au mois de juin ce sera juste mais la machine industrielle grippe.

Côté management, la **CGT** demande une prise en compte de l'impact de la crise et du confinement sur l'activité doit être prise au niveau des EI pour ne pas pénaliser le personnel de l'UPR O.

LE MONDE *diplomatique*

[Travail, famille, Wi-Fi](#)

Livret social et environnemental

Cliquez sur l'image →



Droit à la communication

Cliquez sur l'image →



Vos représentants CGT (Elus CSE, DS) à l'UPR Ouest site par site :

Angers : [Olivier Leray](#) ; Nantes : [Didier Aubinais](#) (DS DTSI), [Philippe Lafrance](#) (RS CSE DTSI); Rennes : [Franck Balusson](#) (DS DTSI) ;

Liste de diffusion : [Eric Lacoste](#) (DS DTSI)